

## **Microfinance rurale à Madagascar : le grenier commun villageois**

Stocker ses produits à la récolte grâce à un crédit de la banque, pour revendre ensuite à la période de soudure, c'est le rêve de nombreux paysans. Depuis plusieurs années le Réseau Cecam et l'organisation de producteurs Fifata mènent une initiative qui permet aux paysans de réaliser cette opération : le grenier commun villageois (GCV).

*Version intégrale de la contribution de Colette Ravelomanana, directrice de l'Association pour le progrès des paysans (Fifata), fi.fa.ta@wanadoo.mg.*

### **Le GCV ou la bataille du riz**

L'instabilité des productions et des prix des produits agricoles, particulièrement du riz, peut avoir des effets importants sur les conditions de vie dans le milieu rural et la sécurité alimentaire de Madagascar. La constitution de stocks répond à un besoin collectif : celui de transférer une partie des surplus de récolte saisonniers vers la période de soudure, c'est-à-dire la période de pénurie. Les producteurs ont développé depuis quelques années des capacités de stockage sous la forme de greniers communautaires villageois (GCV), d'unions de groupements de producteurs ou encore de coopératives. En partenariat avec les institutions financières (principalement le réseau Cecam et la Bank of Africa - BOA), ils ont désormais accès à des crédits qui leur permettent de stocker leurs récoltes tout en satisfaisant leurs besoins monétaires de la période allant de juin à septembre.

Fifata, une organisation paysanne faîtière malgache forte de plus de cent mille membres et présente dans une dizaine de régions, a toujours soutenu le « système GCV ». À l'origine du réseau Cecam et actionnaire de l'Intercecam société anonyme, Fifata constate un autre intérêt des GCV : avec cet outil, les producteurs sont en meilleure position pour négocier le prix de vente de leurs produits. La capacité de stockage des producteurs organisés peut être estimée à plus de 50 000 tonnes, ce qui n'est pas encore totalement significatif à l'échelle du pays. Mais dans certaines régions où la BOA et les Cecam sont très actives (Vakinankaratra et Bongolava par exemple), cette capacité peut représenter 20 à 50% des volumes commercialisés.

Le prix du paddy payé aux producteurs de riz en 2004 a permis de redonner aux agriculteurs l'espoir de gagner leur vie en vendant du riz. Ce prix rémunérateur a été le résultat de plusieurs facteurs cumulés : la récolte relativement faible due aux cyclones, la forte demande sur le marché mondial du riz, la croissance de l'économie mondiale, la hausse du coût du transport ainsi que la dévaluation du Franc malgache. Fifata, qui défend pour ses membres une agriculture familiale, professionnelle et compétitive, est engagée avec ses adhérents dans la bataille du riz. Ses membres sont prêts à étendre leurs surfaces cultivées, à améliorer leurs techniques culturales, à prendre le risque d'intensifier. Mais, pour cela, il leur faut avoir l'assurance que les prix resteront durablement rémunérateurs. Quelques années pourraient alors suffire pour que Madagascar retrouve sa souveraineté alimentaire, perdue depuis plus de 20 ans. Le GCV est l'un des outils qui pourrait contribuer à cette redynamisation.

Fifata, et notamment l'équipe de journalistes de son journal mensuel ITV (Ireo tantsaha vaovao - Journal des nouveaux paysans malgaches), ont recueilli plusieurs témoignages d'utilisateurs et de non utilisateurs pour avoir leur avis sur les GCV après la campagne

### **Grain de sel N°36 – septembre-novembre 2006**

rizicole très particulière de 2004. L'équipe a interrogé Jean Antoine, 47 ans, un paysan administrateur de Fifata. C'est un père de deux enfants qui habite à Betafo, dans le Vakinankaratra, sur les Hautes Terres de Madagascar. Dans ce village, ils sont 42 à pratiquer le GCV avec 30 tonnes de riz stockées pour l'année 2005.

Équipe ITV : Vous êtes parmi les paysans stockeurs de riz dans votre village. Combien d'hectares cultivez-vous ?

Jean Antoine : Je possède 1,47 ha de surface cultivée. En 2005, j'ai fait du riz sur 0,47 ha. J'avais 1,5 tonnes de paddy au total. Les techniques modernes ne demandant pas beaucoup de semences, je n'ai semé que 32 kg de paddy.

ITV : Sur le G.C.V., qu'avez-vous à dire ?

JA : Je l'emploie depuis l'an 2000. C'est pour ça que j'ai décidé d'adhérer à la Cecam. Pour être membre, il faut payer 7 000 Ariary<sup>1</sup> pour les droits d'adhésion. J'ai stocké toute ma production de 2005, soit 1,5 tonnes. La Cecam l'a achetée<sup>2</sup> à 400 Ariary le kilo, ce qui m'a permis d'emprunter au total 600 000 Ariary. Le taux d'intérêt de la Cecam pour ce type d'emprunt est de 3% par mois. Peut être que vous allez me demander : qu'est ce que vous avez mangé pendant ce temps-là ? (en riant). Pendant cette période, il vaut encore mieux acheter parce que le kilo de riz est à bas prix.

ITV : Pourquoi utilisez-vous le GCV ?

JA : D'une part, c'est pour garder le riz en stock pour la consommation de la famille, notamment pendant la période de soudure, de novembre à février. À ce moment là, en général, le prix du riz grimpe (de 600 à 800 Ariary le kilo). Mais il faut quand même rester au courant de l'évolution du prix pour valoriser l'indemnisation des gens qui se sont engagés à le cultiver. Sur les 1,5 tonnes, 200 kg sont pour les salariés qui vont m'aider à préparer la prochaine campagne.

D'autre part, je peux utiliser l'argent de la Cecam pour d'autres activités que le riz. En 2005, 400 000 Ariary ont été destinés à l'élevage porcin. J'ai acheté 3 porcelets pour 150 000 Ariary. Le reste, je l'ai utilisé pour leur nourriture (250 000 Ariary).

Et j'ai consacré 200 000 Ariary à la culture de pomme de terre : j'ai acheté 200 kg de semence à 700 Ariary /kg et 54 kg d'engrais NPK (11 22 16) à 1100 Ariary/kg.

ITV : Quels ont été vos gains dans l'opération ?

JA : J'ai dû payer la somme de 732 000 Ariary à la Cecam : pour rembourser le prêt, payer les intérêts, la part sociale fixe et les frais du gardien. Mais j'ai vendu mes 3 cochons à 3500 Ariary/kg (ils pesaient 120 kg chacun !) et mes 2 tonnes de pommes de terre à 400 Ariary le kg. J'ai donc fait une recette de 2 060 000 Ariary. Après avoir payé la Cecam et réglé toutes les dépenses, y compris les frais du vétérinaire et divers entretiens, il me reste encore 288 000 Ariary. Et j'ai récupéré mon paddy stocké après les six mois.

ITV : Avez-vous rencontré des difficultés ?

JA : Jusqu'à maintenant ça marche bien. À Madagascar, beaucoup de paysans hésitent encore à utiliser le GCV mais tout cela nous prouve qu'on peut avoir beaucoup d'intérêt dans ce domaine. Surtout si on utilise à bon escient la somme empruntée.

---

<sup>1</sup> 1 Euro = 2 730 Ariary

<sup>2</sup> en fait il s'agit d'un nantissement

Fifata a également recueilli les paroles de Charles Augustin, un paysan lui aussi producteur de riz. Il est membre du conseil d'administration de la Fédération des organisations paysannes du Menabe (VFTM). Les infrastructures hydrauliques et le climat de la région, sur la côte ouest de Madagascar, permettent deux récoltes par an. C'est pour cette raison que cette zone est considérée comme l'un des greniers à riz de Madagascar : bon an, mal an, le Menabe peut compter sur un surplus de riz, ce qui lui permet en général d'approvisionner les régions environnantes.

Charles Augustin a régulièrement recours aux services du GCV des Cecam locales. Pour lui, il s'agit de la Cecam 803, d'Antanambao Ankilivato, à Mahabo, dont il est d'ailleurs l'un des fondateurs.

Comme beaucoup de paysans, il a obtenu une bonne récolte en 2005. « En décembre 2005 », dit-il, « j'ai fait rentrer en GCV 60 sacs de paddy, soit à peu près 5 tonnes. Le montant du prêt de la Cecam était de 300 Ariary/kg. Le déstockage aurait dû avoir lieu en mars-avril 2006. J'en espérais raisonnablement 500 Ariary/kg. Normalement même avec un taux d'intérêt de 3 % par mois, j'aurais dû faire une opération intéressante.

Mais entre temps, plusieurs facteurs sont intervenus : à cause de la bonne production, le kilo de paddy a chuté à 200 Ariary. En plus le riz importé a inondé le marché et les régions habituellement « importatrices » ont été autosuffisantes. Trois mois après, j'ai donc été obligé de m'aligner sur le prix du marché quand j'ai vendu mon paddy : 200 Ariary/kg. J'ai perdu 635 000 Ariary ! Je connais des producteurs qui sont dans ce cas avec 20, voire 30 tonnes.

Malgré tout, cette année, j'ai quand même stocké. Mais j'ai été prudent, j'y ai mis 40 sacs et j'ai choisi de demander à la Cecam de me prêter à 200 Ariary/kg et j'essaye de suivre très régulièrement les prix sur le marché ».

Comme pour Charles Augustin, pour beaucoup de paysans la prudence face au GCV semble aujourd'hui devoir s'imposer. Pour justifier leur position, bien sûr, comme toujours, les paysans évoquent le taux d'intérêt élevé pratiqué par les Cecam. Comment réduire ce taux élevé ? C'est le même refrain qui revient à chaque fois... Des réflexions sont en cours. Mais les agriculteurs parlent aussi de mauvaise gestion, de manque de formation, des aléas climatiques qui concourent à cette réticence vis-à-vis des GCV : dans le nord-ouest de l'Ile, c'est surtout la sécheresse, dans le moyen-ouest c'est la fluctuation des prix du kilo de paddy. Dans de nombreuses régions beaucoup d'agriculteurs restent dans l'expectative et ne mettent en GCV qu'une infime partie de leur récolte. La peur de perdre de l'argent en est la cause principale. On constate que les membres baissent la quantité engrangée en GCV mais n'abandonnent pas le système pour autant. En voici des exemples :

- L'instabilité du prix du riz freine la Coopérative Miray de Bevato dans le Bongolava, une région du moyen-ouest, dans sa volonté de faire appel aux GCV : « si la collecte pour le stockage était de 32 tonnes en 2005, elle n'est que de 7 tonnes en 2006 ».
- Même son de cloche chez les membres de la coopérative Fivoy tentés par le GCV, dans l'Itasy, une région proche d'Antananarivo : « certains non membres que nous connaissons nous disent qu'ils utilisent le système GCV de la Cecam, mais ils affirment que les intérêts sont élevés et que le risque est important comme lors de la vente du riz en 2005 ».

Malgré tout, beaucoup persistent dans leur volonté de stocker en GCV, d'autres veulent même construire de nouveaux magasins de stockage. La formule GCV séduit suffisamment les producteurs pour que d'autres institutions financières, comme Tiavo qui travaille dans la province de Fianarantsoa, adoptent un système similaire mais peut-être, selon les utilisateurs, moins rigide que celui des Cecam.

En résumé, continuer les greniers oblige à engager une large réflexion basée sur le vécu des utilisateurs de GCV. Pour Fifata, la nécessité des GCV se justifie principalement par « une meilleure maîtrise du prix à la production », mais aussi par la volonté politique de l'État d'aller vers l'autonomie alimentaire du pays et la professionnalisation des agriculteurs. Mais cet outil demande à être manié avec beaucoup de prudence, compte tenu de la difficulté à apprécier l'évolution du marché du riz à Madagascar. Pour Fifata, l'utilisation des GCV demande formation, information et précaution.